

## José Brito

### *Un homme politique au franc-parler*

11 juin 2008, Praia (Cap-Vert). Propos recueillis par Ibrahima Sané et Anne Perrin.



#### Présentation

*Ingénieur en génie chimique, né à Dakar, il a grandi en Côte d'Ivoire, où il a fait ses études. José Brito a un parcours tout à fait original : tour à tour homme d'État en charge de hautes fonctions au Cap-Vert et aux États-Unis (où il fut ambassadeur de son pays), salarié de l'industrie pétrolière et fonctionnaire international. Rentré au pays au moment de l'indépendance du Cap-Vert, pour participer à son développement, il s'y investit au sein du Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) qui dirigea seul le pays depuis son indépendance jusqu'en 1990, année de la fin du système de parti unique. Outre son engagement dans la sphère publique, José Brito a travaillé dans le secteur privé pétrolier, en Guinée Équatoriale puis aux États-Unis. Il a aussi dirigé le projet de prospective « Futurs africains ». Ce parcours atypique lui donne un discours à la fois lucide, impliqué et sans langue de bois sur son pays, récemment sorti des PMA, ainsi que sur l'Afrique de l'Ouest en général et la CEDEAO en particulier.*

---

*Avec une moyenne d'âge de 23 ans la population capverdienne est extrêmement jeune, tout comme la majorité de la population ouest-africaine. Considérez-vous cela comme un problème ou comme une richesse ?*

---

On pose toujours la question de la jeunesse dans nos pays comme un problème au lieu de la poser comme une ressource. On cherche alors comment résoudre ce « problème ». Pour moi, c'est une donnée de base. Si l'on regarde la jeunesse comme une ressource, la question de fond va être : « *comment habiliter cette jeunesse, lui permettre de tirer le meilleur de la force qu'elle représente, de l'ambition qui l'anime ?* ». On veut transformer les jeunes en « producteurs », on ne va pas former des gens pour simplement les former et les laisser sur le marché. Il faut qu'ils aient accès aux services publics qui leur permettent effectivement de produire. Et ça, c'est le rôle de l'État en particulier. Si on regarde les autres civilisations, elles sont vieillissantes. Où se trouvent la capacité de production culturelle, l'énergie créative ? Elles sont en Afrique.

La formation est la clé pour permettre à cette jeunesse de se développer. Lorsque j'étais ambassadeur aux États-Unis, j'avais un projet d'éducation qui me tenait beaucoup à cœur. Nous voulions, avec un groupe d'Africains, créer une formation de référence pour l'Afrique, faire un « MIT africain ». Pour cela, il était indispensable de concevoir un projet à l'échelle sous-régionale. En effet, il est impossible d'avoir cinquante MIT, cela coûterait beaucoup trop cher. Par ailleurs, nous voulions quelque chose de complètement indépendant de la Banque mondiale. Nous étions certains que des pays comme le Nigeria et l'Afrique du Sud pourraient financer cela. Nous avons aussi tenté d'impliquer le secteur privé. Mais, très vite, le projet a avorté. Dès que nous sommes passés au niveau politique, il a été phagocyté par des intérêts particuliers. Ainsi, chaque fois que je parlais avec un dirigeant politique pour avancer concrètement, le lendemain il revenait vers moi et me disait « *je veux que ce soit chez moi* ». Je demeure pourtant persuadé que des économies d'échelles sont possibles dans le domaine de la formation, et qu'il y a des choses à faire au niveau de la région.

---

*De plus en plus, cette jeunesse est attirée par la migration. Que pensez-vous de ce phénomène ? Que peut la région dans ce domaine ?*

---

Il existe différents types de migrations. Il importe de les distinguer. Tout d'abord, il y a des migrations anciennes, historiques. Le Cap-Vert est un pays d'émigration depuis très longtemps. La question qui se pose alors est : « *comment tirer profit de cette émigration ?* ». Aujourd'hui, dans un monde où les réseaux sont des éléments essentiels de compétitivité, ces migrants – et leurs enfants – sont des gens qui ont étudié à l'université, qui ont des réseaux. Actuellement on a tendance à ne voir que les transferts financiers, à se plaindre que Western Union coûte trop cher, etc. Mais ça n'est pas le plus important. Nous devons changer notre perspective vis-à-vis de notre émigration. Le plus important, c'est que nous avons des gens qui savent comment fonctionne la globalisation, qui sont basés dans des pays qui sont déjà « globalisés ». Cela veut dire, par exemple, qu'il faut aider les gens de la diaspora à investir dans le pays. Mais pas seulement. Il faut aussi maintenir le lien culturel, qui est essentiel. Nous devons leur permettre de pouvoir visiter le pays plus souvent, créer des liens et les renforcer - parce que le temps passe et ces liens se réduisent.

Ensuite, il y a des migrations plus récentes, avec le phénomène des jeunes qui fuient l'Afrique pour l'Europe, sur des pirogues. Pour moi c'est un véritable scandale pour l'Afrique, une honte. Pourquoi ces gens sont-ils prêts à mourir – puisqu'il y en a beaucoup qui meurent - pour aller dans des endroits d'où ils risquent d'être renvoyés ? En se posant la question, on met en cause toutes les politiques publiques qui n'ont pas permis de résoudre les problèmes de base. Ce qui fait que les gens n'ont plus d'espoir. Dans le même temps, si l'on essaie de voir le côté positif des choses – je pense qu'il faut toujours regarder les choses aussi par leurs aspects positifs - c'est le signe d'un violent désir de s'en sortir. Si l'on donnait une chance à ces jeunes, ils pourraient représenter une force extraordinaire qui pourrait faire changer les choses.

---

*Par rapport à ces migrations, la région a-t-elle un rôle particulier à jouer ? La mise en place du passeport CEDEAO par exemple n'a-t-elle pas permis plus de fluidité entre les pays ?*

---

La mise en place du passeport CEDEAO a permis plus de migrations. Et cela pose des problèmes. Aujourd'hui, par exemple, le Cap-Vert est devenu un pays d'immigration.

Le système tel qu'il existe actuellement n'est pas satisfaisant à mon sens. Il permet de réguler les tensions de chaque pays au sein de la région, en permettant aux gens d'aller « ailleurs » dans l'espoir de trouver mieux. Or, bien souvent, la solution n'est pas dans les pays frontaliers et cela crée des tensions. Je pense que l'on doit mettre en place des systèmes de mobilité qui permettent à certaines personnes de pouvoir voyager. Je pense aux hommes d'affaires, au secteur privé, etc., c'est ce type de mobilité qu'il faut privilégier.

---

*Ne pensez-vous pas qu'un renforcement de « l'espace CEDEAO » puisse être une richesse pour les pays de la sous-région ?*

---

Pour répondre à cette question, il faut savoir ce que l'on entend par « l'espace CEDEAO ». À quelle CEDEAO faites-vous référence ? Si vous parlez d'une CEDEAO qui copie l'Europe, ce n'est pas cette CEDEAO-là qui est une réponse.

---

*Qu'entendez-vous par « copier l'Europe » ? Comment améliorer le fonctionnement de la CEDEAO et renforcer l'intégration régionale ?*

---

Il y a une certaine tendance à copier les mêmes institutions que l'Union européenne, mais ça ne change pas grand chose dans la pratique... Pour pouvoir nous associer, il faut qu'on ait un intérêt commun, il faut que chacun y gagne. Or, regardons la réalité aujourd'hui... Par exemple, si une société A veut développer la téléphonie mobile dans un pays B, elle va y trouver un environnement normatif différent de l'environnement de son pays d'origine. Dans ces conditions, elle ne pourra pas gagner sur ces marchés. Cette sous-région ne peut se développer que sur des critères économiques objectifs et une réelle volonté politique. Ce n'est pas simplement en « signant des papiers » et en approuvant des résolutions que l'on avance.

Les dissensions récentes autour de la signature des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne sont la preuve d'un manque de maturité des dirigeants africains. La question des APE est fortement liée à la capacité de négociation de la région. Nous sommes face à un partenaire qui sait exactement ce qu'il veut. À travers les APE, les Européens savent ce qu'ils peuvent donner et ce qu'ils ne peuvent pas donner. Ça pourrait être le rôle de l'Union africaine, par exemple, de faire une analyse objective des enjeux, avoir une vision de ce que nous, nous voulons et attendons de ce partenariat. Ce qui manque à l'Afrique en général c'est du « *Bargaining Power* », un réel pouvoir de négociation.

Le Cap-Vert vient de signer un accord de partenariat spécial avec l'Union européenne. C'est le premier pays de la sous-région qui y parvient. Alors que personne n'y croyait, nous avons demandé à l'Europe de financer notre mise à niveau. Regardez ce qu'ont fait l'Espagne et le Portugal avant d'entrer dans l'Union européenne : ils ont négocié une période de transition où l'Europe a investi pour leur permettre de rejoindre la locomotive. Ainsi avons-nous négocié avec la Commission européenne. Nous avons demandé la mise à niveau du Cap-Vert. Nous avons argumenté sur le fait que nous sommes aussi à la frontière de l'Europe, que nous pouvons contribuer à sa sécurité. C'est du donnant-donnant.

Le plus souvent, quand l'Europe discute avec l'Afrique, elle discute sur une base d'argent. Mais en quoi cela aide-t-il nos pays à changer ?

Par ailleurs, je m'interroge sur la possibilité de mettre en place des politiques à l'échelle de la région, quand ces mêmes politiques sont inexistantes ou inopérantes sur le plan national. C'est le national qui amène l'intérêt pour la mise en œuvre du régional, et non l'inverse. Le passage à l'échelle régionale doit permettre à une politique nationale d'être plus efficace

par exemple. Mais, quoi qu'il en soit, l'existence d'une politique nationale est une condition *sine qua non* du succès d'une politique régionale.

---

*Comment analysez-vous la crise alimentaire actuelle et comment expliquez-vous les difficultés de la sous-région à la gérer ? Des institutions comme le CILSS ont-elles bien joué leur rôle ?*

---

Cette crise alimentaire est l'échec de politiques, un échec des politiques agricoles nationales, car nous n'avons pas su prendre les mesures et mener les politiques adaptées, alors que la capacité productive existe.

Je ne pense pas qu'il faille parler de « manque de solidarité » quand un pays de la CEDEAO ferme ses frontières pour protéger l'approvisionnement de ses ressortissants. Tant que les systèmes productifs de nos pays seront fragiles, il est clair que chacun va essayer de se défendre.

J'ai moi-même participé à la création du CILSS. Je me suis battu et au début nous avons fait beaucoup de choses... Mais le CILSS est peut-être victime d'un problème qu'il faut poser en Afrique de l'Ouest : la multiplicité des organisations régionales. Moi-même à mon niveau, j'ai des difficultés pour participer aux multiples réunions. Aujourd'hui, par exemple, je sais que se tient très prochainement le sommet de la CEDEAO, je dois y participer. Or au même moment je devrais être au Maroc pour une autre réunion. Trop sollicités, les gouvernements, très souvent, sont forcés d'envoyer des « seconds couteaux » dans les rencontres internationales.

Par ailleurs, il faut considérer le coût des institutions. Souvent les institutions arrivent à fonctionner quand des bailleurs de fonds les financent. Or quand le bailleur de fonds finance, il impose aussi ses politiques. Du coup les pays ne se sentent pas concernés...

---

*Le Cap-Vert a connu une transformation importante, d'une économie fragile vers une économie soutenable, durable. Quels enseignements tirer de cette expérience pour la sous-région ?*

---

Ce que l'on peut dire premièrement, c'est que « c'est possible ». Si le Cap-Vert, sans moyens, sans ressources, a pu le faire, à plus forte raison les autres pays de la région le peuvent.

Ensuite, je crois que nous avons pu parvenir à cela par la force de notre leadership, sa vision et le fait qu'il a été porteur d'un agenda de transformation. Le Cap-Vert a eu la chance, je pense, depuis l'Indépendance d'avoir des leaders porteurs d'une vision.

Le Cap-Vert a aussi eu la chance par rapport à d'autres – ce n'est pas quelque chose que l'on peut reproduire – de ne pas avoir de problème de cohésion nationale. Le fait que la nation capverdienne a existé avant l'État capverdien a été un élément essentiel. D'autres pays ouest-africains sont fort occupés à intégrer les différents éléments du puzzle hérité du colonialisme.

Je pense aussi qu'il faut souligner l'importance de la démocratie. La création d'un État réellement démocratique où les pouvoirs sont très séparés et fonctionnent de façon autonome, a beaucoup compté dans le succès de notre entreprise.

Enfin, je crois que nous avons pu parvenir à ce développement grâce au niveau d'éducation de la population. À l'Indépendance, alors que la plupart des États souhaitaient mettre en place des universités, nous avons mis tout l'argent de l'éducation dans l'enseignement de base. Au début, nous avons été très critiqués pour avoir pris cette décision. Aujourd'hui, 100 % des Capverdiens sont scolarisés. Pratiquement 70 % des enfants capverdiens vont au lycée. Globalement, ce que l'on constate, c'est que le niveau culturel des gens les amène à comprendre plus facilement les choses. S'il y a quelque chose à faire dans toute notre sous-région, c'est mettre l'accent sur l'éducation.

---

*Selon vous faut-il lutter contre toute forme d'économie informelle, ou l'économie informelle est-elle un mal nécessaire pour les économies ouest-africaines ?*

---

Je crois que l'existence des économies informelles est le résultat de dysfonctionnements de l'économie. Dans ces conditions, il est souhaitable d'identifier ces dysfonctionnements afin de mieux les analyser pour pouvoir y mettre fin. L'expérience montre que, dans toutes les économies qui fonctionnent, l'économie informelle disparaît d'elle-même. Dans nos pays ce type d'économie répond à un besoin réel, un marché spécifique. On pourrait l'appeler le « marché des pauvres » peut-être mais il existe réellement, avec une population souvent réputée insolvable, mais qui mange, qui a des besoins comme tout un chacun (éducation, santé, etc.) et qui, faute de pouvoir accéder à la satisfaction de ses besoins sur le marché formel, passe par l'informel. Ce secteur est moins productif que le secteur formel, mais il est très développé. Au Cap-Vert par exemple, les émigrés basés aux États-Unis envoient ce qu'on appelle ici des « bidons », des fûts remplis de fripes, de tout un tas de choses qui sont revendues sur les marchés.

---

*Quel doit être le rôle de l'aide internationale ?*

---

Le système international existant - l'aide publique au développement, la Banque mondiale, la BAD, etc. - ne permet pas de financer tout ce dont nous avons besoin. Je prends le cas du Cap-Vert, qui est un petit pays. Quand les choses ont réellement commencé à bouger, que le pays a commencé à se développer, l'échelle des besoins de financements a, du jour au lendemain, complètement changé. Alors qu'avant, nous cherchions 5 millions de dollars, nous nous sommes retrouvés du jour au lendemain à avoir besoin de 100, 200, 500 millions de dollars. Pour le Cap-Vert, avec la Banque mondiale, nous avons droit à 10 millions de dollars par an. Cela signifie qu'il faut d'autres solutions, notamment développer des partenariats public-privé. Le Cap-Vert s'engage maintenant de plus en plus sur cette voie pour avoir accès à ces financements.

Les bailleurs de fonds peuvent avoir un rôle dès lors que les bénéficiaires de l'aide demeurent les chefs d'orchestre. Or justement, le grand problème, jusqu'à maintenant, c'est que nous appliquons ce qu'ils nous disent de faire parce que nous avons besoin de leur argent. Ils sont importants : outre l'argent ils nous apportent des compétences techniques, de l'expertise, etc. Mais il faut que ce soit nous qui dirigeons.